

Séance ordinaire du samedi 4 juillet 2020

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-vingt et le quatre juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Soune SERRE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

Absents / Excusés :

Création de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) et de la Commission de Délégation de Service public (CDSP) de la Ville de Montpellier Conditions de dépôt des listes en vue de procéder à leur élection

Monsieur le Maire rapporte :

Afin de permettre le fonctionnement de la collectivité, il convient de procéder à la création des commissions rendues nécessaires par le Code général des collectivités territoriales en matière de commande publique :

- Une Commission d'Appel d'Offres (articles L. 1414-2 et L. 1414-4 du Code général des collectivités territoriales) permanente chargée de choisir les titulaires des marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe est égale ou supérieure aux seuils européens.

Cette commission est par ailleurs saisie pour avis sur tout projet d'avenant augmentant de plus de 5 % lesdits marchés publics.

- Une Commission de Délégation de Service public (article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales) permanente chargée pour toutes les procédures de délégation de service public d'analyser les dossiers de candidature et de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre.

Cette commission est par ailleurs saisie pour avis sur tout projet d'avenant augmentant de plus de 5 % lesdites délégations.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 1411-5, ces commissions sont composées :

- de l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou le marché public, soit le Maire ou son représentant, en tant que président de la Commission ;
- de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants ;
- lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre en charge de la concurrence, avec voix consultative.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants de chaque commission doivent être élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages.

En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Le nombre d'élus est proportionnel au nombre de voix recueillies par chacune des listes.

Dans la perspective de cette élection, prévue lors de la prochaine séance du Conseil municipal, il est proposé, en application de l'article D1411-5 du Code général des collectivités territoriales, de fixer les conditions de dépôt des listes, pour l'élection de la Commission d'Appel d'Offres et de la Commission de Délégation de Service Public comme suit :

- les listes établies pour l'élection de chacune des commissions, doivent être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction du Secrétariat Général de Montpellier, Service Assemblées et Vie des Institutions.
- la date limite de dépôt/réception est fixée mercredi 22 juillet, à 12h00 ;
- chaque liste doit faire parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « *Election de la Commission d'Appel d'Offres de la Ville de Montpellier* », et « *Election de la Commission de Délégation de Service Public de la Ville de Montpellier* » ;
- chaque liste établie pour l'élection de chacune des commissions ne peut comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil municipal y compris pour les membres suppléants de la Commission d'Appel d'Offres ou de la Commission de Délégation de Service Public.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la création d'une Commission d'Appel d'Offres permanente au sein de la Ville ;
- d'approuver la création d'une Commission de Délégation de Service Public permanente au sein de la Ville ;
- d'approuver les conditions de dépôt des listes telles que définies ci-dessus ;
- d'autoriser le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 juillet 2020

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10 juillet 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20200704-133474-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 10/07/20
Réception en Préfecture : 10/07/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.